

pays intéressés, comme le Soudan et les autres jusqu'à l'Éthiopie, l'Égypte, etc., un organisme international comparable à l'Administration de la vallée de la Tennessee aux États-Unis, en vue d'utiliser les eaux de cette région de manière à arroser le désert et à nourrir la population de l'Égypte et de la région avoisinante. De même, une fois que la paix règnera entre Israël, le Liban, la Jordanie et la Syrie, je pense qu'un organisme semblable pourrait être établi en vue d'utiliser les eaux du Jourdain. Ceux d'entre nous qui ont vu les eaux du Jourdain et qui savent comment elles pourraient être utilisées, si seulement un accord pouvait intervenir entre les nations riveraines, sont loin d'ignorer qu'on pourrait utiliser ces eaux pour fournir des vivres aux populations de l'ensemble de cette région, leur procurer la prospérité et d'autres avantages. Nous disons donc que ce sont là certaines des choses qu'il faut faire.

Bien entendu, le problème du pétrole est dans une large mesure au fond de cette situation dans son ensemble et, plus que jamais auparavant, nous sommes convaincus de l'existence de ce problème du pétrole. Aujourd'hui, nous constatons jusqu'à quel point l'industrie européenne dépend du pétrole de l'Arabie séoudite, de Kuwait et des régions qui entourent la mer Rouge. C'est là que se trouve au monde le plus gros approvisionnement de pétrole dont disposent les pays d'Europe. Je ne crois pas qu'il soit exagéré d'espérer que tôt ou tard ces pays, grâce à une organisation internationale, peut-être par les bons offices des Nations Unies, seront enclins à établir ce que nous avons parfois proposé relativement à la nourriture dans le monde, c'est-à-dire un organisme de mise en commun,—je parle d'une mise en commun du pétrole, non d'une mise en commun de la nourriture,—dont les bénéfices iraient aux gens pour y relever leur niveau de vie et l'on garantirait un approvisionnement de pétrole qui serait utilisé dans les régions industrielles qui en ont besoin. Le Moyen-Orient renferme des régions où l'irrigation ainsi que la planification rationnelle de l'économie et de l'activité sociale pourraient relever considérablement le niveau de vie. Nous formulons donc certaines de ces propositions pour les soumettre au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) et au Gouvernement avec l'espoir qu'à l'occasion on en saisira les réunions internationales.

Je ne suis point idéaliste au point de croire que cela se fera en quelques semaines, en quelques mois, voire en quelques années. L'histoire atteste que le monde évolue lentement mais effectivement. Pour établir la paix et la justice dans le monde, nous devons de plus en plus compter sur les associations internationales, sur la sécurité collective. Par

[M. Coldwell.]

exemple, nous avons l'OTAN. Parce que le Conseil de sécurité n'a pas agi, nous avons établi l'OTAN qui, à mon sens, a paré à l'éventuelle menace d'une guerre dans une autre région. Ce soir donc, monsieur l'Orateur, en dépit des critiques que j'ai formulées, je veux encore espérer que le monde trouvera le moyen de traverser la crise actuelle sans avoir recours aux armes et sans déclencher un conflit mondial. Je crois que nul ne veut d'une telle guerre. Les machinations russes ont soulevé le chaos dans de vastes contrées mais je ne crois pas que les Russes eux-mêmes s'engageraient consciemment dans une guerre mondiale. Nous pouvons démasquer leur propagande; nous pouvons rester forts. Mais notre force reposera essentiellement sur l'influence morale que nous pourrions exercer sur de grandes régions du monde, sur la bonne volonté que nous pourrions susciter et maintenir dans ces régions, sur la mesure dans laquelle nous pourrions contribuer à élever le niveau de vie et à éliminer les causes de perturbations qui servent de point d'appui au communisme partout dans le monde.

Par conséquent, monsieur l'Orateur, je veux répéter en terminant ce que j'ai dit en commençant, savoir que nous sommes réunis à l'occasion d'une crise mondiale, que nous sommes saisis de crédits qui nous mettront à même de faire une contribution dans les deux domaines, d'une part celui du corps de police des Nations Unies, et d'autre part celui du soulagement des souffrances qui résultent de la terreur dont est victime le peuple de Hongrie. Qu'il me soit permis de dire que non seulement il faut que ce crédit soit adopté afin que nous puissions fournir une aide matérielle, mais qu'il y a encore autre chose que, à mon avis, nous devrions faire. Je pense que nous devrions faire venir tous les réfugiés qu'il nous est possible de recevoir au Canada. Nous devrions ouvrir les barrières.

Nous ne devons pas agir comme nous l'avons fait à l'égard des réfugiés après la guerre. Je veux dire que nous ne devons pas choisir ceux-là seuls qui peuvent être utiles au Canada. Nous devons recevoir notre contingent de vieillards, de blessés, surtout ceux qui ont souffert dans le conflit qui s'est déroulé dans les rues de Budapest et dans la campagne avoisinante. Ce faisant, nous contribuerons réellement au règlement des différends internationaux et au bien-être de l'humanité.

**M. Solon Low (Peace-River):** Monsieur l'Orateur, à mon avis voilà l'une des plus graves questions jamais soumises à notre assemblée. J'estime que la présente situation recèle de graves dangers non seulement pour notre pays mais pour tous les autres pays du monde. A cause de l'extrême gravité de